

Art. 125. Dit decreet treedt in werking op 1 februari 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 december 2001.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 219-1. — Commissieamendementen, nr. 219-2. Verslag, nr. 219-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 december 2001.

F. 2002 — 361

[S - C - 2002/29068]

20 DECEMBRE 2001. — Décret portant sur diverses mesures en matière d'enseignement supérieur et d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

Article 1^{er}. A l'article 16, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, inséré par le décret du 26 avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 1^o, les mots « délivrés par une Haute Ecole » sont remplacés par les mots « , de deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long ou de deuxième cycle de l'enseignement universitaire, délivrés par la Communauté française »;

b) le 2^o est remplacé par la disposition rédigée comme suit :

« 2^o les étudiants porteurs d'un des diplômes de l'enseignement supérieur de type court, de deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long ou de deuxième cycle de l'enseignement universitaire belge, délivré par la Communauté germanophone ou par la Communauté flamande, dont la liste de correspondance est fixée par le Gouvernement après avis du Conseil général. »

Art. 2. L'article 22, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 précité, modifié par le décret du 17 juillet 1998 et par le décret du 24 juillet 1998, est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Ont également accès aux études menant au gradé d'infirmier(e) gradué(e) les titulaires du titre d'infirmier(e) breveté(e). »

Art. 3. L'article 34 du décret du 5 août 1995 précité est remplacé par la disposition rédigée comme suit :

« Art. 34. Aux conditions qu'elles fixent, les autorités de la Haute Ecole peuvent dispenser les étudiants de certaines parties de leur programme d'études en considération des études ou partie d'études qu'ils ont déjà effectuées avec succès.

Dans le cas d'études ou de parties d'études effectuées avec succès dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale, l'avis du Conseil général des Hautes Ecoles et du Conseil concerné est requis.

Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles les titulaires d'une expérience professionnelle en rapport avec les études concernées bénéficient de dispenses dans les sections, options ou années d'études de spécialisation qu'il vise. »

Art. 4. Il est inséré dans le décret du 5 août 1995 précité un article 68bis rédigé comme suit :

« Art. 68bis. Lorsque la situation financière de la Haute Ecole organisée par la Communauté française ou le respect des lois, décrets et règlements le requièrent, le ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses compétences ou, le cas échéant, le délégué désigné par le Gouvernement à cette fin, peut requérir l'organe de gestion concerné de délibérer dans les délais qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

Lorsqu'à l'expiration du délai, l'organe de gestion n'a pas pris de décision ou lorsque le ministre ne se rallie pas à la décision prise par cet organe, le Gouvernement peut prendre la décision en lieu et place de l'organe de gestion. »

Art. 5. A l'article 91, alinéa 1^{er}, du décret du 5 août 1995 précité, les mots « 1^{er} novembre » sont remplacés par les mots « 1^{er} décembre ».

CHAPITRE II. — *Modifications du décret du 9 septembre 1996
relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 6. A l'article 6 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est apporté les modifications suivantes :

1° il est ajouté un point *jbis* rédigé comme suit :

« *jbis* qui sont inscrits aux études menant aux grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e) et aux grades d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e) »;

2° au point *k*, le mot « *j* » est remplacé par le mot « *jbis* ».

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 7. A l'article 9, § 2, alinéa 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par le décret du 12 décembre 2000, les mots « 1^{er} septembre 2001 » sont remplacés par les mots « 1^{er} septembre 2002 ».

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 12 décembre 2000
définissant la formation initiale des instituteurs et des régents*

Art. 8. L'article 17 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Dans les sous-sections des sections normale secondaire et normale technique moyenne, les cours de type B faisant partie de l'axe de la maîtrise de connaissances disciplinaires et interdisciplinaires sont encadrés par des maîtres de formation pratique lorsqu'il n'existe pas, pour ces cours, un titre de licencié correspondant. »

Art. 9. A l'article 29, point 3 du décret du 12 décembre 2000 précité, les mots « les articles 15 et 17 sont remplacés par les mots « l'article 18 ».

CHAPITRE V. — *Modification du décret du 8 février 2001
définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur*

Art. 10. A l'article 5, alinéas 1^{er} et 2 du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur, les mots « l'article 3 » sont remplacés par les mots « l'article 4 ».

CHAPITRE VI. — *Modifications du décret du 2 juin 1998
organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

Art. 11. A l'article 29, alinéa 1^{er}, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les mots « augmenté des 2400 périodes octroyées au 1^{er} septembre 1999 conformément à l'article 37, alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « pour l'année scolaire 1998-1999 ».

Art. 12. A l'article 37, alinéa 3, du décret du 2 juin 1998 précité, les mots « , augmentées au 1^{er} septembre 1999 de 2 400 périodes octroyées à l'Institut de Rythmique JACQUES-DALCROZE de Belgique. » sont ajoutés après les mots « conformément à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 13. Après l'article 41 du décret du 2 juin 1998 précité, il est inséré un article *41bis* rédigé comme suit :

« Art. *41bis*. A partir du 1^{er} janvier 2002, l'application de la programmation visée à l'article 40 est suspendue jusqu'au terme de la période transitoire visée à l'article 31, § 3. »

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002 à l'exception de l'article 7 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 20 décembre 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 217-1. — Rapport, n° 217-2.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 17 décembre 2001. — Adoption. Séance du 18 décembre 2001.

VERTALING

N. 2002 — 361

[C — 2002/29068]

20 DECEMBER 2001. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs en secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen

Artikel 1. In artikel 16, § 2, eerste lid, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, ingevoegd door het decreet van 29 april 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1° worden de woorden "uitgereikt door een Hogeschool" vervangen door de woorden "van de tweede cyclus van het hoger onderwijs van het lange type of van de tweede cyclus van het universitair onderwijs, uitgereikt door de Franse Gemeenschap";

b) 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° de studenten houder van een van de diploma's van het hoger onderwijs van het korte type, van de tweede cyclus van het hoger onderwijs van het lange type of van de tweede cyclus van het Belgisch universitair onderwijs, uitgereikt door de Duitstalige Gemeenschap of door de Vlaamse Gemeenschap, waarvan de overeenstemmingslijst bepaald wordt door de Regering na advies van de Algemene Raad. »

Art. 2. Artikel 22, § 1, van voormeld decreet van 5 augustus 1995, gewijzigd door het decreet van 17 juli 1998 en door het decreet van 24 juli 1998, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De houders van het bekwaamheidsbewijs van gebrevetteerd verple(e)g(st)er hebben eveneens toegang tot de studies die leiden tot de graad van gegradueerd verple(e)g(st)er. »

Art. 3. Artikel 34 van voormeld decreet van 5 augustus 1995 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 34. De autoriteiten van de hogeschool kunnen, onder de door haar vastgestelde voorwaarden, studenten vrijstellen van sommige onderdelen van hun studieprogramma op grond van de studies of studieonderdelen die zij reeds met vrucht hebben beëindigd.

In het geval van studies of studieonderdelen die met vrucht zijn beëindigd in het voltijds secundair onderwijs of het onderwijs voor sociale promotie, is het advies van de Algemene Raad van de Hogescholen en van de betrokken Raad vereist.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de houders van een beroepservaring die verband houdt met de betrokken studies, vrijstellingen krijgen voor de afdelingen, opties of specialisatiejaren die zij bedoelt. »

Art. 4. Er wordt in voormeld decreet van 5 augustus 1995 een artikel 68*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 68*bis*. Wanneer de financiële situatie van de hogeschool die is ingericht door de Franse Gemeenschap of wanneer de eerbiediging van de wetten, decreten en verordeningen dit vereisen, kan de minister van het hoger onderwijs of, desgevallend, de hiertoe door de regering aangeduide afgevaardigde, het betrokken beheersorgaan verplichten zich te beraden over ieder vraagstuk dat hij bepaalt en binnen de termijn die hij vastlegt.

Wanneer deze termijn verstreken is en het beheersorgaan geen beslissing genomen heeft of wanneer de minister geen rekening houdt met de door dit orgaan genomen beslissing, kan de regering de beslissing nemen in plaats van het beheersorgaan. »

Art. 5. In artikel 91, eerste lid, van voormeld decreet van 5 augustus 1995 worden de woorden "1 november" vervangen door de woorden "1 december".

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Art. 6. In artikel 6 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt *jbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« *jbis* die zijn ingeschreven voor de studies die leiden tot de graad van vroedvrouw, gegradueerd verple(e)g(st)er en tot de graden van gespecialiseerd gegradueerd verple(e)g(st)er »;

2° in punt *k* wordt het woord "j" vervangen door het woord "*jbis*".

HOOFDSTUK III. — Wijziging aan het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 7. In artikel 9, § 2, tweede lid, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd door het decreet van 12 december 2000, worden de woorden "1 september 2001" vervangen door de woorden "1 september 2002".

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten

Art. 8. Artikel 17 van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« In de onderafdelingen van de secundaire normaal- en gemiddelde technisch normaalafdelingen worden de vakken van type B die deel uitmaken van de as van de beheersing van de disciplinaire en interdisciplinaire kennis begeleid door een praktijkmeester wanneer er, voor deze vakken, geen bijbehorend bekwaamheidsbewijs van licentiaat bestaat. »

Art. 9. In artikel 9, punt 3, van voormeld decreet van 12 december 2000 worden de woorden "artikelen 15 en 17" vervangen door "artikel 18".

HOOFDSTUK V. — *Wijziging aan het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs*

Art. 10. In artikel 5, eerste en tweede lid, van het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs worden de woorden "artikel 3" vervangen door de woorden "artikel 4".

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen aan het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 11. In artikel 29, eerste lid, van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de woorden ", verhoogd met 2 400 lestijden toegekend op 1 september 1999 overeenkomstig artikel 37, derde lid" toegevoegd na de woorden "voor het schooljaar 1998-1999".

Art. 12. In artikel 37, derde lid, van voormeld decreet van 2 juni 1998 worden de woorden ", verhoogd op 1 september 1999 met 2 400 lestijden toegekend aan het 'Institut de Rythmique JACQUES-DALCROZE de Belgique'" toegevoegd na de woorden "overeenkomstig lid 1".

Art. 13. Na artikel 41 van voormeld decreet van 2 juni 1998 wordt een artikel 41*bis* ingevoegd, luidend als volgt :
« Art. 41*bis*. Vanaf 1 januari 2002 wordt de toepassing van de in artikel 40 bedoelde programmatie geschorst tot op het einde van de overgangperiode bedoeld in artikel 31, § 3. »

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepaling*

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2002, uitgezonderd artikel 7 dat in voege treedt op 1 september 2001.

Verklondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 20 december 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 217-1. — Verslag, nr. 217-2.

Integrale verslagen. — Bespreking. Zitting van 17 december 2001. — Aanneming. Zitting van 18 december 2001.

20 DECEMBRE 2001. — Décret visant à l'accélération des nominations des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification à l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements*

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1969, est complété comme suit :

« 13. directeur d'un centre de dépaysement et de plein air. »